

# Vue d'ensemble

## LE CANADA ET LE MONDE

Au cours de l'année visée par ce rapport, les questions de stratégie et de politique ont été essentiellement axées sur les relations Est-Ouest. Après plusieurs années de divergences idéologiques, la perspective d'une réunion au sommet entre le président Ronald Reagan et le secrétaire général Mikhail Gorbatchev a permis un certain optimisme. Bien qu'il ait produit peu de résultats concrets, le Sommet de Genève a sans aucun doute amélioré le ton des entretiens Est-Ouest. Au cours des mois qui ont suivi, les déclarations des dirigeants soviétiques et américains laissaient présager l'établissement de liens plus étroits et plus productifs.

Les négociations sur le contrôle des armements n'ont pas progressé au cours de l'année écoulée. Des divergences demeurent sur de nombreuses questions de stratégie nucléaire. L'intention des États-Unis d'entreprendre des recherches sur l'Initiative de défense stratégique (IDS) est restée ferme, tandis que l'Union soviétique continue à voir dans ces recherches le danger d'une nouvelle course aux armements dans l'espace. Les États-Unis ont continué à démontrer que l'Union soviétique n'avait pas respecté les dispositions de l'accord SALT II, ce qui laisse supposer qu'ils pourraient déclarer ne plus se sentir liés par cet accord. Le Canada s'est joint aux dirigeants de l'Europe de l'Ouest et d'autres pays pour demander avec insistance que s'amorcent des négociations sérieuses et réalistes sur le contrôle des armements.

Plusieurs régions du monde ont été aux prises avec des conflits, bien qu'il y ait eu également des signes d'amélioration. Aux Philippines et à Haïti, les régimes du président Marcos et du président Duvalier, respectivement, ont pris fin sous la pression des manifestations publiques et des revendications en faveur de formes de gouvernement nouvelles et plus démocratiques. En Amérique latine, en dépit de graves difficultés économiques, un certain nombre de pays ont consolidé leur régime démocratique en s'assurant l'appui de la population.

En Amérique centrale, la légère amélioration de la situation politique au Salvador a été souvent contrariée par la violence, imputable tant à la gauche qu'à la droite. Au Guatemala, un nouveau président a été élu démocratiquement, ce qui laisse espérer qu'en dépit des énormes difficultés que devra affronter le gouvernement civil, un régime démocratique a quelque chance de s'établir dans ce pays. Au Nicaragua, les contras, appuyés par les États-Unis, ont continué de s'opposer au régime en place. Le groupe de Contadora a poursuivi ses efforts pour apporter une solution régionale aux troubles qui sévissent en Amérique centrale, mais peu de progrès réels ont été réalisés.

Au Moyen-Orient, la situation des dernières années est restée inchangée, sans grand espoir d'évolution décisive parmi les parties en conflit. La guerre entre l'Iran et l'Iraq a fait rage, entraînant de lourdes pertes humaines de part et d'autre. La possibilité d'instaurer une collaboration plus étroite entre

le gouvernement de la Jordanie et l'Organisation de libération de la Palestine s'est amenuisée. Au Liban, la situation est demeurée extrêmement instable, la Syrie apparaissant comme l'influence étrangère dominante. En Afghanistan, l'invasion soviétique a prélevé un lourd tribut sur la population civile. Les accusations de violations graves des droits de la personne se sont poursuivies, notamment avec le témoignage de réfugiés afghans qui ont décrit les moyens cruels et oppressifs utilisés pour écraser l'opposition populaire au régime de Kaboul, appuyé par les Soviétiques.

En Afrique du Sud, la situation s'est détériorée au cours de l'année passée. En dépit des pressions venant du monde entier, le gouvernement sud-africain ne s'est aucunement montré disposé à abolir les principes sur lesquels repose sa politique raciste d'*apartheid* et à la remplacer par une forme de gouvernement démocratique. Au Sommet du Commonwealth, tenu à Nassau, le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'obtention d'un consensus sur l'Afrique du Sud. Le Commonwealth a mis sur pied un groupe de personnalités, dans lequel le Canada était représenté, pour faire enquête sur la situation en Afrique du Sud et déterminer s'il existait une volonté réelle de réforme. La violence s'est intensifiée dans ce pays. Au cours de l'année, plusieurs centaines de Noirs ont perdu la vie.

Le terrorisme s'est accru, et des personnes innocentes de toutes provenances, y compris des Canadiens, ont perdu la vie dans des attentats visant à instaurer un climat de peur dans les populations civiles. Des preuves de plus en plus nombreuses attestent que certains États offrent une aide financière et politique à divers groupes terroristes. Le Canada a cherché à collaborer avec d'autres gouvernements pour comprendre et enrayer un fléau qui menace de plus en plus de vies innocentes et accentue les tensions internationales.

Les questions de sécurité ont été étroitement liées au désir du gouvernement canadien de protéger et de promouvoir la souveraineté et l'indépendance du Canada dans le monde. Au chapitre de la sécurité de l'environnement comme à celui de l'intégrité territoriale, le gouvernement a défendu avec fermeté les intérêts du Canada en tant que pays souverain. Il a confirmé la souveraineté canadienne dans les eaux de l'Arctique et a fixé les lignes de base droites qui délimitent le périmètre de l'archipel Arctique; a décidé de construire un brise-glace pouvant être mis en service pendant toute l'année dans l'Arctique canadien; et a commencé à formuler un certain nombre de propositions visant à étendre le contrôle du Canada sur cette région.

Un objectif essentiel de la politique étrangère canadienne a été de faire respecter de façon plus rigoureuse, à l'étranger, les normes adoptées au niveau international en matière de droits de la personne. Le Canada a été l'hôte d'une rencontre Est-Ouest de spécialistes des droits de la personne qui s'est tenue à Ottawa dans le cadre de la Conférence sur la sécurité